



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

**Le mardi 17 mars 1998 — N° 156**

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. Jean-Pierre Charbonneau**

---

**QUÉBEC**

**17 mars 1998**

---

17 mars 1998

---

Le mardi 17 mars 1998

N° 156

La séance est ouverte à 10 h 02.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, proposant que le principe du projet de loi n° 186, Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale, soit maintenant adopté.

---

À 12 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

La séance reprend à 14 h 02.

---

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

17 mars 1998

---

### **Présentation de projets de loi**

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 411 Loi modifiant la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal et la Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Bertrand, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 412 Loi modifiant la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

M. Jolivet, leader du gouvernement, dépose :

Les réponses aux questions écrites de M. Garon (Lévis) concernant les sujets suivants :

—Les critères pour accorder le statut de ville-centre — Question n° 42, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1997.

(Dépôt n° 1482-980317)

—Des données socio-économiques sur les villes de Gatineau, Jonquière et Longueuil — Question n° 43, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1997.

(Dépôt n° 1483-980317)

—Le nombre d'emplois du secteur public sur le territoire de différentes villes du Québec —

**17 mars 1998**

---

Question n° 44, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1997.

(Dépôt n° 1484-980317)

---

M. le Président dépose :

Le rapport de mission, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, président de l'Assemblée nationale, de la Réunion du Bureau de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), tenue à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe (France), du 14 au 16 décembre 1997.

(Dépôt n° 1485-980317)

Et, conformément à l'article 97.1 du Règlement :

Copie du préavis de la motion proposée par M. Williams (Nelligan) qui sera inscrite au Feuilleton et préavis du mercredi 18 mars 1998, sous la rubrique « Affaires inscrites par les députés de l'opposition ».

(Dépôt n° 1486-980317)

### **Dépôt de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, sont déposés deux extraits de pétition concernant les compressions budgétaires au niveau collégial :

—le premier, extrait d'une pétition signée par 1 533 citoyens et citoyennes du comté de Crémazie, par M. Campeau (Crémazie);

(Dépôt n° 1487-980317 )

—le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1 223 citoyens et citoyennes du comté de Drummond, par M. Jutras (Drummond).

(Dépôt n° 1488-980317)

---

Mme Delisle (Jean-Talon) dépose :

**17 mars 1998**

---

L'extrait d'une pétition, signée par environ 5 000 membres du Syndicat de la fonction publique du Québec, région de Québec Chaudière-Appalaches, concernant la politique d'embauche du personnel temporaire de la fonction publique.

(Dépôt n° 1489-980317)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Jolivet, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 182, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi sur les terres du domaine public;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 404, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

### **Motions sans préavis**

M. Lefebvre (Frontenac) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec exprime ses plus sincères condoléances à la famille et aux proches de monsieur G.-Yves Landry, président du conseil et président-directeur général de Chrysler Canada, décédé subitement le 15 mars dernier, et souligne l'exceptionnelle carrière de ce Québécois qui s'est hautement distingué dans le secteur de la grande entreprise et des affaires.

**17 mars 1998**

---

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

\_\_\_\_\_

M. Gautrin (Verdun), présente une motion concernant le projet de loi fédéral instituant le Fonds de dotation des bourses du millénaire; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

\_\_\_\_\_

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Semaine québécoise de la déficience intellectuelle qui se tient du 15 au 21 mars et dont le thème cette année est « Parlez-moi de mes réussites ».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

\_\_\_\_\_

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose :

QUE l'Assemblée nationale offre ses meilleurs voeux à toute la communauté irlandaise du Québec à l'occasion de la fête de la St-Patrick.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

17 mars 1998

---

M. Boisclair, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale des droits des consommateurs qui a été célébrée le 15 mars dernier sous le thème « La pauvreté et la consommation ».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Pinard, vice-président informe l'Assemblée que, le mercredi 18 mars 1998, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Williams (Nelligan). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de tenir une commission parlementaire afin d'entendre tous les intéressés quant à la décision du gouvernement de réclamer rétroactivement des cotisations auprès des travailleurs à pourboire.

---

#### **AFFAIRES DU JOUR**

##### **Projets de loi du gouvernement**

###### *Adoption du principe*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi et de la

**17 mars 1998**

---

Solidarité, proposant que le principe du projet de loi n° 186, Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale, soit maintenant adopté.

---

À 18 heures, le débat sur la motion de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité est ajourné. M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au 18 mars 1998, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE CHARBONNEAU**